



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 1525

Texte de la question

AUGMENTATION DU CHÔMAGE

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Kucheida.

M. Jean-Pierre Kucheida. Ma question s'adresse au Premier ministre et concerne l'augmentation inexorable du chômage.

Monsieur le Premier ministre, les derniers chiffres annoncés font état d'une augmentation du chômage de 0,50 % pour le mois d'août et ce sont 200 000 chômeurs de plus depuis juin 2002. C'est considérable et intolérable, sans compter la précarisation de centaines de milliers d'emplois.

M. Lucien Degauchy. Il n'y a qu'à passer aux 30 heures !

M. Jean-Pierre Kucheida. Vous et le MEDEF avez traité notre pays, ses habitants, ses salariés, ses retraités et ses demandeurs d'emploi avec la brutalité que l'on sait (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) : délocalisations à outrance et vagues de licenciements massifs, liberté sans limite des grands patrons, suppression des emplois aidés. En réponse à l'intervention de M. Borloo, je rappelle que vous avez contribué à défaire 400 000 emplois pour les jeunes (*Approbation sur les bancs du groupe socialiste*) et qu'aujourd'hui, vous remettez en cause les PLI et les missions locales. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Nous assistons ainsi à la liquidation de nombreux acquis sociaux. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Vous avez totalement échoué en matière d'emploi, alors que le gouvernement Jospin avait réussi à en créer 2 millions. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Richard Mallié. Ça suffit !

M. Jean-Pierre Kucheida. Les Français jugeront.

Aujourd'hui, c'est un retour en arrière, et il est sinistre. Votre gouvernement démontre son incapacité à sortir la France du chômage malgré la croissance - mais peut-être s'agit-il seulement de l'effet d'annonce de la croissance. Toutes celles et tous ceux qui souffrent dans leur dignité, notamment dans le Nord-Pas-de-Calais - je pense aux salariés de Metaleurop, de Johnson Control, de Comilog ou de Norauxo, et je pourrais en citer bien d'autres -, parce qu'ils sont exclus du travail, et donc, de notre société, sans espoir d'une embellie à l'horizon, fatigués de rester au bord du chemin, vous demandent avec moi de reconnaître votre cuisant échec et d'y remédier. Mais, monsieur le Premier ministre, ce n'est sans doute qu'un rêve ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué aux relations du travail.

M. Gérard Larcher, ministre délégué aux relations du travail. Monsieur le député, c'est tout à fait exact : en août, le nombre de chômeurs s'est accru de 12 000 personnes, alors qu'il avait baissé de 12 500 en juillet. Voilà une stabilité qui n'est un motif de satisfaction pour personne. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Je voudrais rappeler quelques chiffres à M. Kucheida. Hier se tenait la réunion du Conseil des ministres du travail européens. Notre croissance est en moyenne supérieure d'un point à celle de la zone euro. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

J'ajoute que nous avons, au premier semestre, un solde positif en matière de créations d'emplois dans le

secteur marchand et que le nombre de licenciements économiques a diminué d'un tiers pour la même période. *(Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Le Premier ministre recevra les partenaires sociaux la semaine prochaine pour parler de croissance partagée. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)* Car il s'agit aujourd'hui de transformer la croissance en emplois et, pour ce faire, de lever un certain nombre de freins en matière de créations d'emplois, mais aussi de créer des retours. Voilà pourquoi le plan de cohésion sociale, avec ses contrats d'avenir, son effort sur l'apprentissage et sa modernisation du service public de l'emploi, constitue plus que jamais une urgence. Voilà pourquoi nous avons engagé avec les partenaires sociaux des discussions sur la nécessaire modernisation de notre droit du travail pour mieux faire face aux restructurations et lutter contre les délocalisations. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Enfin, les pôles de compétitivité seront un élément positif pour le retour à l'emploi.

Voilà à quoi nous travaillons, et comme le Premier ministre l'a annoncé, la création d'emplois sera au rendez-vous en 2005. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Kucheida](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1525

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : relations du travail

Ministère attributaire : relations du travail

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 octobre 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 octobre 2004